

Faire pleinement confiance aux communistes

Au lendemain des élections cantonales, va s'ouvrir la préparation de la Conférence nationale du Parti, qui devra, au terme de sa réunion des 4 et 5 juin, soumettre au vote des communistes une proposition concernant la candidature que le PCF soutiendra à l'élection présidentielle.

Chaque communiste a conscience de l'importance de cette décision politique, dans une période de grande souffrance sociale et d'insécurité internationale qui rend de plus en plus incontournable le besoin de changement qu'expriment les Françaises et les Français.

Plusieurs candidats se sont proposés comme candidats à la candidature, soit auprès du Parti Communiste, soit dans le cadre du rassemblement du Front de Gauche. Le conseil national des 8 et 9 avril devra évaluer l'ensemble des éléments (engagements communs et candidature) du contrat politique commun au Front de Gauche.

Mobilisés par la campagne des cantonales, les communistes ont certes pu engager des discussions sur ce contrat politique et sur la candidature à la présidentielle mais le débat nécessaire n'a pas encore eu lieu. C'est pourquoi il nous apparaît prématuré que le Conseil National avance une proposition concrète car elle ne résulterait pas du débat des communistes. Nous estimons être dans notre rôle de secrétaires fédéraux en interpellant la direction sur le sentiment qui s'exprime chez les communistes d'être dépossédés de leur pouvoir de décision. Il ne nous appartient pas ici d'en juger mais ce sentiment existe, et il est un obstacle au nécessaire rassemblement et à la nécessaire unité des communistes.

Jusqu'à la Conférence nationale, nous estimons que toutes les candidatures doivent être prises en compte à égalité et sans a-priori. Tous les éléments appuyant leur proposition pour être candidat ainsi que l'état des discussions avec nos partenaires sur le contrat politique doivent être mis à la disposition de tous les communistes. C'est ainsi, et en appréciant le contexte social et politique, que les communistes devraient avoir la possibilité d'indiquer par leur vote le choix qui a leur préférence, faire leur la décision, l'assumer entièrement et ne pas la subir.

La décision qui sera prise arrêtera un candidat. Il doit pouvoir être issu de notre parti, ou d'une autre composante du Front de Gauche.

Pour un choix partagé, assumé par les communistes, nous pensons que c'est à la Conférence Nationale, et non au Conseil national d'avril, d'adopter, avec tous les éléments du débat, la - ou les - proposition(s) de candidature qu'elle soumettra au vote des communistes.

Après le mandat donné par les communistes à la direction de leur parti, et pour finir, c'est au sein du Front de Gauche, avec ses différentes composantes, qu'un choix devra être fait d'une candidature commune.

Nous soulignons à nouveau le danger d'un débat tronqué, avec le sentiment que le choix serait déjà fait et qu'il ne s'agirait que de l'entériner. Le manque d'impartialité, d'honnêteté ne serait pas acceptable et mettrait en danger l'unité du parti et l'efficacité de la future campagne.

Plus que jamais, il nous faut respecter les communistes et leur faire pleinement confiance.